



Réunion technique du groupe-pays Madagascar

Le vendredi 17 janvier 2020 de 10h à 13h00 au siège de l'association,
9 rue Christiani Paris 18^{ème}.

Compte-rendu

Version du 11 fev. 2020

Liste des présents en annexe

1. [Accueil et tour de table ; rappel des conclusions de la précédente réunion Nouvelle-Aquitaine/CUF \(voir note jointe et actes des assises de 2018\).](#)

En l'absence d'Isabelle Boudineau, présidente du groupe-pays, la réunion était animée par Geneviève Sevrin, directrice générale et Alexandra Naud, Cheffe de service International, Direction de la coopération, Pôle Europe et International, Région Nouvelle-Aquitaine

- ➔ Rappel de l'objectif de cette réunion technique : travailler sur la possibilité de monter, avec les collectivités qui seraient intéressées, un programme concerté sur Madagascar, qui pourrait être soumis à l'appel à projet de la DAECT ou autres financements.

2. [Brève intervention du Secrétaire général du Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures de Madagascar](#)

- Remerciements aux partenaires de coopération décentralisée pour leur implication
- Le programme Solidarité Eau en lien avec l'ONG RANEau est partenaire du ministère
- Présentation du contexte malgache et du programme présidentiel. Les grandes lignes du « Plan Emergence Madagascar » sont les suivantes :
 - **Priorité à la durabilité face à la « dictature de l'urgence », en travaillant avec les structures sous régionales et françaises dont CUF**
 - Préserver les acquis politiques, économiques et sociaux
 - Priorité à l'éducation des filles pour que les femmes participent davantage à la vie publique
 - Développer les énergies renouvelables ; restructurer notamment la société de distribution d'électricité
 - Assainissement : lutte contre la défécation à l'air libre
 - Accentuer la coopération étroite avec la Réunion
 - Enseignement supérieur : enjeu de professionnalisation : Réunion, France métró
 - Autres secteurs de l'économie : partenariat avec l'UE, la France, le FMI, la Bq Mondiale : (refonte de l'administration pour tous, secteur énergétique, eau et assainissement)
 - Consolider l'Etat de droit par la formation des magistrats

- Concernant la décentralisation : au cœur des préoccupations du gouvernement

Objectif de la nomination de gouverneurs à la tête des régions : mettre en place une nouvelle politique territoriale, développement systèmes d'irrigation

- La présentation a suscité plusieurs questions des participants :
 - sur la compétence de l'eau : le ministère a nommé en 2019 un directeur à la tête de l'autorité nationale de l'eau et de l'assainissement (ANDEA), organisme en charge de mettre en œuvre la politique de gestion intégrée des ressources en eau, et donc apporter des solutions pour gérer les éventuels conflits d'usage.

➔ Le « Plan Emergence Madagascar », en cours de finalisation et de chiffrage budgétaire, sera partagé avec les partenaires lorsque validé en conseil des ministres.

3. [Suite aux discussions sur les suites à donner aux assises de coopération décentralisée franco malgache, travail sur un possible projet commun \(voir note jointe\).](#)

- Un projet commun sur un même lieu et une même thématique ?

L'opportunité de l'AAP clé en main de la DAECT donne des pistes, pour mutualiser des démarches associant des collectivités, y compris celles qui ne sont pas en coopération.

- Calendrier : disposer pour mi-février d'un fil rouge
- Echanges sur la proposition : les CTF sont intéressées mais une proposition plus approfondie leur permettra éventuellement de s'engager :

Département des Hauts de Seine : un projet intéressant mais les Hauts de Seine sont déjà engagés sur des projets pluriannuels avec des pays autres, et subventionne déjà près d'une vingtaine d'associations malgaches.

Intérêt spécifique d'une action concertée qui porterait sur l'eau et l'assainissement

Mulhouse : projet en cours sur la gestion des déchets. Réflexion en cours avec l'AFD pour un FICOL de plus grande ampleur.

S'engager sur une action concertée apparaît pour l'heure prématuré, sauf à envisager d'associer les experts du programme en cours et **partager les résultats de la capitalisation sur la réhabilitation des marchés à Mahajenga (cf. document de capitalisation)**. Projet conduit avec le GESCOD, reconnu au niveau national à Madagascar

Mayotte : importance d'**échanger sur les outils que nous avons et savoir qui fait quoi** pour mieux identifier le projet sur lequel il serait possible de démarrer. En effet des projets existent parfois sur les mêmes territoires et les mêmes sujets.

S'appuyer sur l'« Année malgache à Mayotte » avec budget dédié qui demande des co-financements

Ille-et-Vilaine

Deux programmes de gestion des déchets : un bon début car propreté constatée et collecte de la taxe déchet. Mais suite à un retard de versement des dotations de l'Etat aux agglomérations, les fonds du projet ont été réaffectés et les actions suspendues. Avoir conscience que la gestion des déchets n'est pas un modèle viable économiquement. Mais qu'elle peut amener à des cycles vertueux, de la collecte au recyclage.

Intérêt pour une action commune mais il importe de travailler en matière de gouvernance et d'agriculture (pour lutter contre la malnutrition et la pauvreté) en coordination avec l'Etat et ses services déconcentrés.

Le volet agricole serait pertinent, car il permet de travailler sur plusieurs dimensions : amélioration de l'implication des femmes, agriculture et sécurité alimentaire, eau et assainissement....

Nouvelle-Aquitaine

Déjà plusieurs programmes en cours dont 2 FICOL

Intérêt pour participer à une action concertée, sous réserve d'une implication RH légère

Importance de **tirer les enseignements d'autres actions concertées**

La mobilisation du groupe-pays est importante, afin de mieux capitaliser et créer une dynamique collective

Formation (réflexion partagée par plusieurs participants) : prendre en compte les besoins et les attentes des collectivités malgaches est capital pour un tel projet, surtout s'il comporte un volet formation des communes malgaches. A ce stade il paraît peu pertinent d'investir sur la formation au niveau des régions, en raison de l'instabilité de ces institutions.

Il est donc nécessaire de **se rapprocher de l'association des maires malgaches** a minima pour échanger avec eux sur l'opportunité du projet.

Articulations avec les dynamiques sur place pour pouvoir identifier un projet commun : **s'appuyer sur les travaux des ateliers de la coopération décentralisée à Madagascar, organisés par le SCAC.**

pS-Eau et RANEau :

Capitalisation +++

Ces deux acteurs sont des outils de capitalisation sur l'eau et l'assainissement

Renforcer le transfert de compétences

Des actions ont été mises en œuvre pour dynamiser les échanges sur l'eau et l'assainissement entre La Réunion, les Comores, Mayotte et Madagascar (partage d'expériences, ateliers, formations inter-îles...).

Pourquoi pas une thématique transversale comme l'intercommunalité qui soit multi sectorielle ?

Pour la partie malgache présente, les thèmes prioritaires pourraient être :

- Gestion intégrée de la ressource en eau
- Entretien et pérennisation des infrastructures : système STEFI (suivi technique et financier)
- Formation des nouveaux élus municipaux : certains ont besoin d'être renforcés dans leurs capacités / enjeux de la coop dec et des partenaires
- Formation des agents communautaires
- Pôle de croissance en zone économique spéciale
- Renforcer la décentralisation à travers l'autonomisation des CT

Concernant la situation des femmes politiques :

- Quid femmes gouverneurs sur les 11 gouverneurs nommés ? Aucune. Cela pourrait être un point d'attention souligné aussi pendant les assises

Concernant l'échelon régional et l'implication des élus :

- quelle pérennité des gouverneurs, comment s'appuyer sur eux ?
- Des élections sont prévues : les gouverneurs sont toujours nommés pour l'instant
- Rôle des gouverneurs : Impulsion animation capitalisation

- Assemblée nationale : 35% de femmes dont la présidence de l'AN

Points clés issus de la discussion :

- ➔ **Capitalisation et mobilisation d'expertise pourraient être les prérequis de l'action à construire**
 - ➔ Autres domaines possibles : la sécurité civile, le recouvrement de taxes, la mise en place de filières
 - ➔ Contraintes : parvenir à **identifier un thème**, un lieu, une méthodologie, un calendrier communs les plus souples possibles et adaptés aux contextes nationaux et locaux des CTF et CTM (élections des nouveaux maires pour 4 ans, impératif de coordination des aides)
 - ➔ Des **acteurs institutionnels à associer à la réflexion et la construction** : les ambassades ; les APL ; le gouvernement malgache et les ministères concernés
 - ➔ Important que les CTF précisent quelles compétences elles souhaitent renforcer, en tenant compte des compétences malgaches existantes
- ➔ Cités Unies France propose de :
- prendre contact avec les autorités malgaches et françaises pour vérifier les intentions, afin d'être en phase avec les priorités malgaches
 - rédiger une proposition d'ici mi-février
 - contacter les collectivités pour initier le travail d'analyse et de capitalisation, afin de trouver une thématique commune et aller vers une vision plus claire de ce que pourrait être un projet commun
 - noter la proposition de PSEAU d'accompagner
 - rester ouverts à d'autres propositions d'accompagnement

4. Intervention de Marc Paoli, département de la Réunion, sur les complémentarités entre collectivités intervenant plus largement dans l'espace COI (Maurice, Madagascar, Seychelles, Comores, Réunion), actuellement sous la coordination de Marcel ESCURE ambassadeur délégué auprès de madame la ministre des outre mer.

- * Importance de la coordination des actions de coopération entre les collectivités et l'état.
- * Mise en place à la réunion de la PCFOI (Plateforme de coopération de la France de l'océan indien) dans laquelle siègent : préfet de la réunion et de Mayotte, préfet des TAAF, Conseils départementaux de Mayotte et de la réunion, Conseil régional de la réunion, AFD OI.
- * Le conseil départemental de la réunion oriente sa politique de coopération régionale décentralisée au profit de la mobilité professionnelle des réunionnais et de la réciprocité avec nos partenaires de la COI. Nous intervenons principalement dans les domaines culturels, particulièrement la francophonie, agricole avec l'eau, santé et sécurité civile.
- * Concernant Madagascar, nous mettons en place actuellement des formations d'enseignants pour l'apprentissage du français, un programme de lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire, et nous projetons la création d'une plateforme de sécurité civile OI en lien avec le bureau des risques malgache et l'ambassade de France en vue de lutter contre les feux de forêts et de mettre en place des formations sécurité civile en lien avec notre SDIS 974

Au niveau multilatéral :

- * La France via le conseil régional et le conseil départemental de la réunion siège à la COI (commission de l'océan indien), cette légitimité nous amène à conduire des actions en concertation avec les états

membres étrangers.

* Nous pourrions ainsi représenter CUF et l'ensemble des collectivités françaises œuvrant dans l'océan indien et permettre aux groupes pays de relayer des informations au niveau des ministres des affaires étrangères de cette enceinte multilatérale.

➔ **CUF proposera un rdv entre Isabelle Boudineau, le président du CD Réunion, et R Ries**

5. [Point sur l'agenda de la coopération décentralisée, les enjeux 2020, la prise en compte des fins de mandats municipaux en France et l'arrivée de nouveaux élus.](#)

- ➔ Sommet Afrique France : Madagascar y participera ; les CTF contraintes par les priorités locales
- ➔ Report du groupe-pays Madagascar prévu à Mayotte fin juin, à juillet ou septembre 2020, agenda à revoir en lien avec les ambassades.
- ➔ Prochaine réunion sur le projet commun et l'organisation du déplacement : des propositions de date seront adressées très prochainement.

Liste des présents :

- Sébastien Lefeuvre, chargé de coopération décentralisée, Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine
- Marc Paoli, conseiller technique, Conseil départemental de la Réunion
- Enly Mahamoudou, chargé de mission à la coopération, Conseil départemental de Mayotte
- Alexandra Naud, cheffe d'unité, Conseil régional Nouvelle-Aquitaine
- Claudia Meschede, chargée de mission, Mulhouse
- Liana Rajaonary, chargée de mission, programme Solidarité Eau
- Mamy Ratrinoadrivony, administrateur SOAMAD
- Roland Ratiarison, *responsable projet MOA*, département des Hauts-de-Seine
- Camille AL Dabaghy, EHESS
- Patrick Rasolofo, directeur Ran'Eau
- Indriamanga Rakotoarisoa, secrétaire général, Ministère de l'énergie, eau et hydrocarbures
- Geneviève Sevrin directrice générale, Cités Unies France
- Constance Koukoui, cheffe du service Animation géographique et thématique, Cités Unies France